

Flash ISP avril 2009

Des membres syndicaux résistent à une attaque de pirates

Dans la bataille qui oppose les travailleurs/euses syndiqués et les pirates, une victoire est à enregistrer du côté des membres syndicaux. Cette histoire montre que, lorsque les travailleurs/euses ont la possibilité de créer des syndicats, ils sont plus à même de demander à avoir une formation appropriée pour assurer leur sécurité dans l'exercice de leurs fonctions.

Les membres de l'équipage américain du Maersk Alabama, un navire récemment attaqué par des pirates somaliens, ont repris le contrôle de leur bateau. Les marins font spécifiquement référence à leur appartenance syndicale pour expliquer comment ils ont vaincu les pirates. L'un d'eux a déclaré : « Nous sommes des marins américains. Nous sommes syndiqués. Nous nous sommes serré les coudes, nous avons fait notre travail. Et c'est comme ça que nous avons réussi ».

Pour regarder la vidéo, cliquez sur [<http://action.seiu.org/page/invite/pirates>](http://action.seiu.org/page/invite/pirates)

L'externalisation coûte des millions

Une étude récemment réalisée par FOA, affilié danois de l'ISP, indique que les municipalités pourraient économiser énormément d'argent en mettant fin à l'externalisation. Si les municipalités se chargeaient du nettoyage et de la restauration dans les écoles, les centres d'accueil et les hôpitaux, les économies ainsi réalisées à l'échelle nationale pourraient se chiffrer en milliards de couronnes danoises.

D'après Dennis Kristensen, Président de FOA (photo), « ces dernières années, le gouvernement de droite n'a eu de cesse d'externaliser pour réduire le coût des services mais, au contraire, les dépenses des municipalités ont augmenté parallèlement à l'externalisation ». Les calculs de FOA révèlent que, à chaque fois qu'une municipalité accroît de 5% l'intervention des acteurs privés, cela coûte 136 couronnes, soit 18 euros, à chaque citoyen/enne de cette municipalité. Multipliez cette somme par le nombre d'habitant-e-s au niveau national, et vous verrez que ce chiffre atteint 3-4 milliards de couronnes (soit 400-500 millions d'euros).

Jusqu'à présent, seules les organisations d'employeurs et le puissant groupe de réflexion libéral CEPOS avaient examiné ces chiffres. Kristensen affirme qu'il est nécessaire que des économistes indépendants calculent les conséquences financières de l'externalisation. Les contribuables danois ont besoin de savoir que l'argent de leurs impôts est utilisé de la manière la plus efficace possible.

Coopération Norvège-Palestine

Pendant la guerre de Gaza, les Norvégiens Mads Gilbert et Erik Fosse (photo) étaient les seuls médecins occidentaux à travailler au milieu de la population de Gaza. Aujourd'hui, la Norvège fait un pas de plus dans la solidarité avec les Palestiniens.

Le Conseil de l'hôpital universitaire d'Oslo a mis sur pied un accord de partenariat amical avec l'organisation humanitaire Norwac pour envoyer des médecins et des infirmiers/ères à l'hôpital Shifa, à Gaza, et à l'hôpital Makassed à Jérusalem Est. Are Saastad, dirigeant de la branche locale de l'affilié de l'ISP Fagforbundet, et les psychiatres Sidsel Gilbert et Svein Haugsgjerd, faisaient partie du groupe d'employé-e-s de l'hôpital d'Oslo qui voulaient savoir comment aider leurs collègues palestiniens.

Aujourd'hui, le ministère norvégien des Affaires étrangères a décidé que cet accord de partenariat amical était conforme à la politique du gouvernement et a demandé à Norwac de le mettre en pratique. Les employés de l'hôpital universitaire d'Oslo bénéficieront de congés payés pour travailler sur des projets de coopération dans les hôpitaux palestiniens. Allez sur www.norwac.no
<http://www.norwac.no/>

Les compétences des Maori officiellement reconnues

La convention collective s'appliquant au personnel hospitalier technique et de santé allié et public reconnaît désormais les compétences culturelles et linguistiques des travailleurs/euses de la santé maori (hauora maori). Cette convention, qui a été négociée par le PSA (Public Service Association), concerne tous les Conseils de santé de district. Les hauora maori travaillent presque exclusivement avec des patient-e-s et des client-e-s maori et sont embauchés pour leurs connaissances et leur savoir en matière de culture maori, en plus de leurs compétences cliniques. Ces connaissances culturelles et ces compétences cliniques feront l'objet d'une évaluation. Les résultats de ces évaluations permettront de déterminer le niveau de base de la grille des salaires des hauora maori. Certains facteurs seront pris en compte, tels que la maîtrise de la langue maori te reo, la connaissance des coutumes (tikanga), de la généalogie (whakapapa), des droits territoriaux (mana whenua). Le PSA et les Conseils de santé de district ont travaillé avec l'organisation de la santé maori Te Rau Matatini pour garantir cette avancée significative.

Banque asiatique de développement : 42ème réunion annuelle à Bali

La 42ème réunion annuelle du Conseil des gouverneurs de la Banque asiatique de développement (BASD) s'est tenue à Bali, en Indonésie, du 2 au 5 mai 2009, au Centre international des congrès. Cette année, l'ISP fait partie de la délégation des Syndicats mondiaux, aux côtés de l'Internationale des travailleurs du bâtiment et du bois (IBB) et de Union Network International (UNI). Presque 80 employé-e-s de la délégation ISP/IBB/UNI et des affiliés de la région Asie-Pacifique ont assisté à cette réunion, ainsi que la Fondation Friedrich Ebert (FES). En 2006, la BASD a remis à l'ISP une accréditation officielle lui permettant de participer à la réunion annuelle du Conseil des gouverneurs de la BASD en tant que représentante syndicale. Depuis, l'ISP est présente aux réunions annuelles.

La délégation ISP/IBB/UNI a rencontré le Président de la BASD, Haruhiko Kuroda, ainsi que des délégations de pays membres de la BASD, et a participé à des forums, des tables rondes, des séminaires sur la BASD, au travail lié à la presse, au dialogue avec la société civile sur la solidarité.

L'ISP et ses affiliés indonésiens dans le secteur de l'électricité ont organisé le 02 mai un forum des travailleurs/euses de l'électricité intitulé « Réforme de l'électricité en Indonésie et en Asie-Pacifique : le rôle de la BASD et de la JBIC » (Banque japonaise pour la coopération internationale). Le 3 mai, les Syndicats mondiaux ont organisé un forum, « Faire face aux conséquences de la crise mondiale économique et financière sur les travailleurs/euses ».

Pour en savoir plus, veuillez contacter le Secrétaire régional de l'ISP pour l'Asie-Pacifique : katsuhiko.sato@world-psi.org <<mailto:katsuhiko.sato@world-psi.org>>

Des cartes de paiement spéciales pour les syndicalistes ukrainiens

En Ukraine, les syndicalistes pourront bientôt bénéficier de cartes de paiement qui indiqueront leur appartenance à un syndicat et leurs priviléges.

Le 26 mars, la Fédération des syndicats a signé un accord avec la Banque nationale d'Ukraine pour procurer ces cartes à 80.000 utilisateurs/trices d'ici à 2010. L'année suivante, tous les membres syndicaux devraient en être munis.

Ces cartes combinent les fonctions de carte de crédit/débit et de carte d'identité électronique propre à un membre syndical, qui donnent au titulaire le droit d'accéder à certains services, tels que les transports et les soins médicaux, et lui permettent d'acheter des bons pour se rendre dans les centres de santé gérés par la Fédération.

Les cartes font partie du programme de la Fédération sur la protection sociale des travailleurs/euses, qui vise à soutenir les membres syndicaux pendant la récession.

Guatemala : les syndicats signent une convention collective

Au terme d'un long processus de négociation et plusieurs jours de manifestation des travailleurs/euses de la santé, le syndicat national des travailleurs de la santé du Guatemala (SNTSG) et le ministère de la Santé publique et de l'aide sociale (MSPAS) ont entamé les démarches en vue d'une convention collective sur les conditions de travail. A l'issue de ces négociations, il a été décidé de créer des comités pour garantir la faisabilité et la conformité de cette convention. Par ailleurs, ce processus fera participer des institutions en charge des finances, ainsi que le budget national, le MSPAS et le forum des syndicats de la santé, qui sont également membres de ces comités.

Les services publics : une bonne affaire pour les citoyens/ennes canadiens

La majorité des ménages du Canada bénéficient d'une meilleure qualité de vie parce que les services publics financés par l'argent de leurs impôts constituent une « très bonne affaire », selon une nouvelle étude du Centre canadien de politiques alternatives (CCPA).

D'après cette étude, une famille canadienne à revenu moyen devrait dépenser plus de la moitié de ses revenus annuels dans la santé, l'éducation et d'autres services publics « gratuits », si ces services n'étaient pas financés par l'argent des impôts.

L'étude, intitulée L'Aubaine discrète du Canada : les avantages tirés des services publics <http://www.policyalternatives.ca/~ASSETS/DOCUMENT/National_Office_Pubs/2009/Les_avantages_tires_des_services_publics.pdf> (Canada's Quiet Bargain: The benefits of public spending) répond à des appels incessants en faveur de réductions d'impôts et conclut que les services publics apportent une contribution importante au niveau de vie de la majorité des Canadiens - et qu'ils représentent au moins 50 % de leur revenu.

L'étude additionne la valeur des services publics offerts par tous les niveaux du gouvernement, notamment les déductions fiscales pour les enfants, les retraites, les assurances des salariés, les consultations de santé, les dépenses pour les routes et la circulation et les avantages publics d'ordre

plus général, tels que la protection de l'environnement, la défense nationale, les affaires étrangères et le développement international. L'étude montre que les familles canadiennes à revenu moyen profitent de services publics d'une valeur d'environ 41 000 \$ - soit 63 % de leur revenu.

Une délégation nordique rend visite aux affiliés de l'eau au Pérou

Une délégation nordique de dix personnes s'est rendue au Pérou en mars 2009 pour soutenir les affiliés de l'ISP et évaluer les projets qu'ils financent. La mission consistait à établir des partenariats au niveau local, et à chercher à savoir si les entreprises publiques d'eau avaient assez de ressources pour investir et améliorer leurs services.

Le dernier Congrès de la FENTAP (Fédération nationale des travailleurs/euses de l'eau potable) a permis d'élaborer des politiques plus préventives en termes d'environnement, de jeunesse, de parité hommes-femmes, et les nouveaux dirigeant-e-s parmi les femmes et les jeunes ont expliqué les réformes statutaires qui ont été mises en place. Il a également été question d'un nouveau poste de secrétaire pour l'environnement, en accord avec la politique de l'ISP.

En ce qui concerne les partenariats, la FENTAP se charge du processus au niveau national, et elle est activement présente au niveau international. Les responsables de la FENTAP affirment que le meilleur moyen de faire face à la privatisation est de créer des partenariats public-public. La mission s'est également réunie avec l'association Agua y Vida qui, en collaboration avec la FENTAP, construira des alliances susceptibles de faire évoluer la situation économique et politique du pays.

En outre, des organisations de membres appartenant au comité de coordination national de l'ISP au Pérou se sont entretenues avec la délégation nordique ; elles ont mis l'accent sur l'importance du soutien de l'ISP dans les combats qu'elles mènent actuellement, en soulignant notamment la formation en matière de renforcement des capacités.

Nigeria : grève des employé-e-s de la morgue et du personnel médical

Au Nigeria, les employé-e-s de la morgue de l'hôpital universitaire de l'Etat d'Ebonyi, se joignent à la grève illimitée des médecins et des infirmiers/ères.

La grève a débuté le 20 avril 2009, en réponse au licenciement de 14 médecins et 18 infirmiers/ères et au refus du gouverneur de l'Etat d'appliquer la nouvelle grille consolidée des salaires pour les institutions du secteur tertiaire (CONTISS) et de payer les employé-e-s en conséquence. L'affilié de l'ISP MHWU (Syndicat des personnels médicaux et de santé) insiste sur le fait qu'un accord a été trouvé avec les employeurs selon lequel le barème consolidé des salaires prend effet à partir de janvier 2009. Le syndicat déclare que le licenciement de ces employé-e-s de l'hôpital constitue « une infraction à la législation nigérienne du travail de 2005 ».

Dans l'Etat d'Imo, toujours au Nigeria, certains établissements de santé ont également été fermés à cause de la grève illimitée orchestrée par les personnels de santé de l'Etat, parce que le gouvernement de l'Etat, avec l'équipe de négociation élargie du gouverneur Ikedi Ohakim, n'a pas approuvé les accords conclus le 9 décembre 2008 ».

Les travailleurs/euses sont en grève du fait de « la non-application du barème consolidé des salaires des personnels de santé, en accord avec les Etats appartenant à la NDDC (commission de développement du Delta du Niger), et de la non-restauration des indemnités pour les services de garde, le travail en équipe et le détachement de personnels de santé en milieu rural dans les zones des gouvernements locaux ». Ils déplorent également la « mauvaise infrastructure et le matériel

inapproprié dans les hôpitaux gérés par les gouvernements, ainsi qu'un manque d'ouvrages de référence récents dans les hôpitaux publics ».

Rapport 2008 sur les Objectifs du Millénaire pour le développement

Les Nations Unies viennent de publier leur rapport sur l'avancée des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), dans lequel figure une analyse des différents objectifs, dont le bilan est mitigé. Au long de ses 56 pages, le rapport affirme que l'objectif global visant à réduire de moitié la pauvreté absolue est à la portée de l'ensemble de la planète, mais que cela varie considérablement en fonction des régions : par exemple, il est peu probable que l'Afrique subsaharienne atteigne cet objectif. Les décès dus à la rougeole et au sida ont fortement diminué mais, chaque année, dans les pays en développement, plus de 500.000 femmes enceintes meurent en couches ou de complications liées à leur grossesse. Environ 1,6 milliard de personnes ont pu avoir accès à l'eau potable depuis 1990, mais presque la moitié de la population des pays en développement vit sans système d'assainissement. En ce qui concerne le climat, l'utilisation de substances appauvrissant la couche d'ozone a quasiment été éliminée, mais les émissions de dioxyde de carbone ont continué à augmenter. D'après le rapport, la réalisation de certains objectifs dépendra de la mise en place, à l'échelle nationale, de systèmes composés de personnels qualifiés bien équipés, et d'une infrastructure institutionnelle efficace. Un engagement politique fort et un financement suffisant sont nécessaires pour renforcer ces capacités.

Pour lire le rapport, cliquez sur:

http://mdgs.un.org/unsd/mdg/Resources/Static/Products/Progress2008/MDG_Report_2008_Fr.pdf

Si vous ne souhaitez plus recevoir Flash ISP par courrier électronique, veuillez répondre à ce courrier en écrivant "unsubscribe" dans votre message. Vous pouvez aussi le distribuer autour de vous, et nous envoyer vos commentaires: communications@world-psi.org.

Voir la sélection complète des bulletins de l'ISP et vous inscrire sur <http://www.world-psi.org/subscribe>

Internationale des Services Publics

www.world-psi.org <<http://www.world-psi.org/>> communications@world-psi.org
<<mailto:communications@world-psi.org>>

